

10 Mai 1730 Fondation

10. 5. 1730

391



ARREST

DE LA COUR

DU PARLEMENT,

Pour l'exécution de la Fondation de Nevers.

Du 10. May 1730.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, au premier des Huissiers de Nôtre Cour de Parlement, ou autre Huissier ou Sergent, sur ce requis; Sçavoir faisons, que vû par la Cour la Requête à Elle présentée par le Procureur General du Roy, contenant que par Arrêt de la Cour du 26. Juillet 1717. rendu pour l'exécution de la fondation faite par Mre. Ludovic de Gonzagues & Dame Henriette de Cleves son épouse Duc & Duchesse de Nevers, pour le mariage de soixante pauvres filles de leurs Terres par chacun an à perpetuité; il a été ordonné qu'il seroit fait recherche dans toutes les Châtellenies sujettes à la fondation, des aumônes non consignées & non reclamées depuis quarante ans, & qu'après trois ans les aumônes non distribuées seroient apportées & mises entre les mains du Receveur de l'Hôtel-Dieu de Paris qui s'en chargeroit par forme de dépôt, jusqu'à ce que les filles à qui elles appartiendroient eussent trouvé party pour se marier; Que par autre Arrêt du 5. Juillet 1723. la Cour auroit commis Georges Hanin Huissier au Bureau des Finances & Chambre du Domaine, pour faire le recouvrement de toutes ces aumônes, depuis & compris l'année 1676. & des interêts qui en étoient dûs, ensemble des sommes contenuës dans les Rôlles arrêtez depuis

2

& compris l'année 1697. des peines encouruës pour les contraventions commises à l'exécution de cette fondation & des reglemens faits en conséquence; mais comme il n'a fait qu'une partie de ce recouvrement & qu'il est important que les aumônes qui restent à recouvrer, soient remises à la Recette de l'Hôtel-Dieu pour en éviter la perte qui pourroit arriver par l'insolvabilité des débiteurs & en assurer le paiement aux filles à qui elles appartiennent; à ces Causes requiert le Procureur General du Roi, qu'il plaise à la Cour ordonner qu'à sa Requête & en vertu de l'Arrêt qui interviendra, il sera par les premiers Huissiers ou Sergens sur ce requis, fait le recouvrement, tant de toutes les aumônes non consignées & non réclamées qui restent à recouvrer depuis & compris l'année 1676. jusqu'en l'année 1726. inclusivement & des intérêts qui en sont dûs, que de ce qui reste dû des sommes contenuës dans les Rôlles arrêtez depuis & compris l'année 1697. des peines, dommages, intérêts encourus pour les fautes & contraventions commises à l'exécution de la fondation & des Arrêts de reglement rendus en conséquence, & que pour y parvenir lesdits Huissiers ou Sergens procederont par voyes de saisies, executions & ventes de biens, meubles, & immeubles & autres contraintes comme pour deniers de Justice contre les propriétaires & detempteurs des Terres chargées de la fondation, leurs Officiers, Receveurs, Fermiers, Dépositaires & cautions, leurs Veuves, Enfants heritiers & ayans cause, nonobstant oppositions & appellations faites ou à faire, & sans préjudice d'icelles, desquelles saisies, executions & autres diligences les Huissiers seront tenus de rapporter les Procès verbaux au Procureur General ou à ses Substituts, sauf à reporter les frais contre qui il appartiendra, comme aussi seront tenus lesdits Huissiers ou Sergens toutes fois & quantes qu'ils en seront requis, de fournir au Procureur General ou à ses Substituts les états certifiez veritables & signez d'eux, des sommes qui auront été par eux reçûës en vertu de l'Arrêt qui interviendra, & d'en remettre le montant aux personnes qui leur seront indiquées par le Procureur General, pour être toutes lesdites sommes remises à la Recette de l'Hôtel-Dieu de Paris, & celles qui proviendront des aumônes & intérêts d'icelles, y être gardées par forme de dépôt & sans intérêts pour être payées sur

les lieux sans aucune formalité & sans frais aux filles à qui elles appartiendront aussi-tôt qu'elles seront mariées, en envoyant au Bureau dudit Hôtel-Dieu les Actes de celebration & expéditions des Contrats de leur mariage avec les quittances suivant & conformément au reglement arrêté en l'Assemblée tenuë au grand Couvent des Augustins de cette Ville le 25. Août 1726. dont copies imprimées ont été envoyées aux Officiers de toutes les Châtellenies sujettes à la fondation. Enjoindre aux Substituts du Procureur General de tenir la main à l'exécution de l'Arrêt qui interviendra; ladite Requête signée du Procureur General du Roi: OUI le Rapport de M. Louis le Moyne Conseiller. Tout considéré: **NOTRE DITE COUR** ordonne qu'à la Requête du Procureur General du Roi en vertu du present Arrêt, & sans qu'il en soit besoin d'autre, il sera par les premiers Huissiers ou Sergens sur ce requis, fait le recouvrement, tant de toutes les aumônes non consignées & non réclamées qui restent à recouvrer depuis & compris l'année 1676. jusqu'en l'année 1726. inclusivement & des intérêts qui en sont dûs, que de ce qui reste dû des sommes contenues dans les Rôlles arrêtées depuis & compris l'année 1697. des peines, dommages & intérêts encourus pour les fautes & contraventions commises à l'exécution de la fondation & des Arrêts de reglement rendus en conséquence, & que pour y parvenir lesdits Huissiers ou Sergens procederont par voyes de saisies, executions & ventes de biens meubles & immeubles & autres contraintes comme pour deniers de Justice, contre les propriétaires & detempteurs des Terres chargées de la fondation; leurs Officiers, Receveurs, Fermiers, Dépositaires & cautions, leurs Veuves, Enfants héritiers & ayans cause, nonobstant oppositions & appellations faites ou à faire & sans préjudice d'icelles, desquelles saisies executions & autres diligences, les Huissiers seront tenus de rapporter les Procès Verbaux au Procureur General ou à ses Substituts, sauf à repeter les frais contre qui il appartiendra; comme aussi seront tenus lesdits Huissiers ou Sergens toutes fois & quantes qu'ils en seront requis, de fournir au Procureur General ou à ses substituts les états certifiez veritables & signez d'eux des sommes qui auront par eux été reçues en vertu du present Arrêt & d'en remettre le montant aux personnes qui

4

leur seront indiquées par le Procureur General, pour être toutes
lesdites sommes remises à la Recette de l'Hôtel-Dieu de Paris,
& celles qui proviendront des aumônes & intérêts d'icelles, y
être gardées par forme de dépôt & sans intérêt, pour être
payées sur les lieux sans aucune formalité & sans frais aux filles
à qui elles appartiendront aussi-tôt qu'elles seront mariées, en
envoyant au Bureau dudit Hôtel-Dieu les Actes de celebration
& expéditions des Contrats de leur mariage, avec les quitan-
ces suivant & conformément au reglement arrêté en l'Assem-
blée tenuë au Grand Couvent des Augustins de cette Ville, le
vingt-cinq Aoust mil sept cent vingt-six, dont copies imprimées
ont été envoyées aux Officiers de toutes les Châtellenies sujet-
tes à la fondation; Enjoint aux substituts du Procureur General
de tenir la main à l'exécution du present Arrêt. Fait en Parle-
ment le dix May mil sept cent trente. Signé par la Chambre
Mirey, & par collation d'Hautteville, & en marge est écrit,
scellé le 20. May 1730. Signé Trinquand avec paraphe.

*Collationné par Nous Ecuyer Conseiller Secretaire du Roi, Mai-
son Couronne de France & de ses Finances.*

A PARIS, chez PIERRE SIMON Imprimeur du Parlement,
ruë de la Harpe, à l'Hercule. 1730.